

L'ARGENTINE A L'HEURE DE LA COUPE DU MONDE

La Coupe du Monde de football, le «Mundial» s'est déroulée en Argentine pendant le mois de juin. Les militaires argentins ont déclaré que la tenue du Mundial était une «décision politique», destinée à rompre l'isolement international du pays, à améliorer son image : tant pis si le coût final de l'opération est un déficit énorme pour le pays ! Acte politique, dans la lignée des jeux de Berlin organisés par Hitler en 1936, le Mundial est pourtant présenté par beaucoup comme un pur événement sportif, au nom de la neutralité et de l'universalité du sport.

Après la sélection de l'équipe française, le 16 novembre dernier, Giscard adressait le télégramme suivant : «*La France vous félicite de votre victoire !... Je vous adresse mes chaleureuses félicitations et mes vœux pour la suite de votre participation à cette grande compétition internationale.*»

ACTE politique aussi ce télégramme, exaltant le «renouveau du football français et relayé dans la presse par des manchettes aux relents chauvins. Acte politique enfin, cette déclaration de Marchais, interrogé sur le boycott du Mundial : «*Si la prochaine coupe du Monde de football devait se dérouler en Afrique du Sud, je dirais non. Mais quand on pose le problème des droits de l'homme dans certains pays, je pense qu'il faut faire très attention, car hélas, on risquerait, à l'Est comme à l'Ouest, de ne pas aller dans beaucoup de pays... C'est pourquoi je défendrais l'idée que la France doit aller en Argentine.*» (Déclaration parue dans l'*Huma* du 18 11-77). Rappelons que les prochains jeux olympiques doivent avoir lieu à Moscou !...

Par-delà la campagne pour le boycott de la coupe du monde en Argentine, qui offre un tremplin exceptionnel pour dénoncer la dictature, et qui permet d'apprécier ce que valent les droits de l'homme pour les révisionnistes, il faut s'interroger : plus de 2 ans après le coup d'État du 24 mars 1976, où en est la dictature ? Où en est la lutte du peuple argentin ? L'Amérique Latine n'est par une nébuleuse où toutes les dictatures établies à partir des années 70 sont semblables : quelle classe en Argentine même avait intérêt au fascisme ? Quelles sont les couches qui deux ans après s'en sont détachées ?

Quelles contradictions la lutte de classe développe-t-elle dans l'armée ? La politique Carter a-t-elle modifié les liens privilégiés de l'impérialisme américain avec la junte ? Quel jeu, discret mais offensif, mène l'autre super-puissance l'URSS dans le pays ?

Les différents aspects de la situation s'enracinent aussi dans un passé qui a pour nom le péronisme et sa décomposition. Mouvement populiste, aux aspects nationalistes, démagogique, c'est ainsi qu'il se présente dans sa première période, de 1946 à 1955 : nationalisation des grands leviers économiques, politique sociale, institutionnalisation du syndicalisme. Mais entre cette période et le retour de Peron en septembre 1973, il s'est produit de grands bouleversements : en mai 1969, le mouvement ouvrier insurrectionnel de Cordoba — le Cordobazo — qui s'est étendu à d'autres régions, sonne le glas de la dictature du général Onganía. Cette période récente de l'histoire argentine est souvent évoquée à l'heure actuelle. Certes, l'histoire ne se répète pas. Mais on ne peut manquer de souligner les analogies : avec Onganía s'instaurait une politique de répression (contrôle des universités par la police, arrestations et assassinats, suppression du droit de grève et des conventions collectives, blocage des salaires), offensive en règle contre les petites et moyennes entreprises, ouverture aux investissements étrangers. La réponse sera le Cordobazo et la radicalisation de la petite bourgeoisie. En juin 1970, Onganía est déposé par ses pairs au profit d'un autre général, Levingstone, bientôt remplacé par le Général Lanusse. Un nom que l'on retrouve dans les données de la situation actuelle comme une alternative, rêvée par un secteur très minoritaire.

En 1973, Lanusse essaie de promouvoir un projet réformiste cohérent, s'appuyant davantage sur le capital national, permettant un certain jeu politique démocratique, mais impliquant une répression très dure contre le mouvement ouvrier et la guérilla. En réalité, ce projet fera long feu. Lanusse et, derrière lui, la bour-

geoisie argentine fait appel à Péron pour neutraliser le mouvement de masse.

Désormais, le contrôle, la canalisation et, en définitive, l'étouffement du mouvement ouvrier sont devenus la préoccupation majeure de la bourgeoisie argentine. D'accord sur le fond mais non sur les moyens, c'est sur cette toile de fond que se trament toutes les manœuvres actuelles pour trouver une alternative à la junte de Videla.

Mais justement, le retour de Péron ne va pas permettre la stabilisation politique espérée par la bourgeoisie. Pas seulement parce que Peron meurt le 1^{er} juillet 1974 ! Fondamentalement parce que ce deuxième âge du péronisme va dessiller les yeux de beaucoup de ceux qui voyaient encore en lui un courant patriotique, populaire, libérateur : compromissions avec l'impérialisme américain, répression institutionnelle et policière, difficultés économiques accrues, et surtout refus par la classe ouvrière du « Pacte social » et de la bureaucratie syndicaliste péroniste corrompue, véritable pilier de la collaboration de classe. Cette prise de conscience a aujourd'hui encore des conséquences politiques importantes. Elle marque la décomposition du péronisme, elle signifie l'affaiblissement de son aptitude à duper les masses sur les possibilités d'un projet réformiste. Certes, le péronisme n'est pas mort — il essaie aujourd'hui de refaire surface — mais il est divisé et a perdu sa fonction idéologique et les moyens de tromper les masses. Avec l'expérience historique du Cordobazo et cet effondrement du rôle du péronisme, la classe ouvrière argentine a acquis une maturité politique qui explique les données de la situation actuelle. L'échec de la guérilla menée, aussi bien par l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple) que par les Montoneros, est un élément supplémentaire de clarification politique. Cela, de même que les contradictions au sein de la junte, qui sont aussi le reflet des luttes entre les différents clans de la bourgeoisie, permettent de parler de crise politique en Argentine.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA JUNTE

L'âme de la nouvelle politique économique de la Junte est le ministre Martinez de Hoz : son nom évoque à la fois des propriétés de plusieurs centaines de milliers d'hectares et le contrôle ou la participation dans de multiples entreprises du pays. Vivement attaqué depuis 2 ans, il n'en poursuit pas moins imperturbablement une politique qui favorise exclusivement l'oligarchie terrienne agro-exportatrice. Dégager des surplus exportables, notamment pour le blé et la viande, voilà l'objectif. En fait, cette politique fait fi de tous les efforts d'industrialisation sur des bases nationales opérées sous le péronisme. Dans le cadre de la division internationale du travail, il s'agit de confiner l'Argentine dans son rôle de grenier à blé. Ce projet s'oppose de manière brutale aux tenants du « désarollisme », théorie du développement économique limité, énoncée au début des années 60, qui suppose un certain élargissement du marché intérieur et un certain essor de l'industrie nationale. Cette politique fut mise en œuvre par le gouvernement Frondizi à partir de 1958 et soutenue par l'administration Kennedy. L'Argentine est en effet un pays anciennement industrialisé, non seulement dans le textile ou l'automobile, mais dans la sidérurgie, la métallurgie, la pétrochimie et même, plus récemment, le nucléaire. On dit parfois qu'elle est le plus européen de tous les pays d'Amérique latine.

Or, la politique de Martinez de Hoz est fondée sur le libéralisme à tout crin de l'École de Chicago, déjà en œuvre au Chili. Au nom de l'application intégrale du « *Jaisser-faire, laisser-passer* », Martinez de Hoz a abaissé les tarifs douaniers de 182 produits en septembre 77, y compris de ceux qui sont fabriqués depuis longtemps en Argentine, et vient maintenant d'ouvrir totalement le pays aux produits étrangers. Le résultat est un nombre impressionnant de faillites. Pour le seul mois de no-

vembre dernier plus que pour les deux années précédentes.

Plusieurs lois ont été également promulguées pour faciliter et garantir les investissements étrangers en Argentine, et le rapatriement des bénéfices. Mais les investisseurs boudent et s'intéressent surtout aux secteurs spéculatifs.

Une politique de dénationalisation a été entreprise. Cela est vrai notamment dans le cas de la compagnie nationale pétrolière YPF, qui a perdu récemment le monopole de l'exploration et de l'exploitation pour les gisements de Patagonie.

En février, 77, le Dr Caiola, représentant du Fonds Monétaire International, déclarait : « *Je considère satisfaisants les résultats de la politique économique de l'équipe que dirige le ministre José Alfredo Martinez de Hoz. Jusqu'ici, les résultats ont été satisfaisants dans tous les domaines* ».

Des résultats catastrophiques

Voyons un peu quels sont ces résultats ! L'inflation a été officiellement de 170,3 % l'an dernier, le record mondial ! Elle dépasse 10 % par mois actuellement. Selon le GATT, le pouvoir d'achat avait baissé de 45 % en 1976. Pourtant, le ministre de l'Economie déclarait il y a peu : « *La consommation de viande [88 kilogs par habitant] est trop élevée* ». La consommation intérieure globale avait baissé de plus de 10 % la première année.

Le seul résultat positif dont se targue la junte est la disparition du déficit commercial. Le solde a été positif de 900 millions de dollars en 76 et de 1,7 milliards de dollars en 77. Mais cela est dû à la conjonction de deux facteurs : une exceptionnelle récolte de blé l'an dernier, qui a permis de doubler les exportations (3 millions de tonnes exportées en 77) et une réduction considérable des importations, liée à la chute de la consommation intérieure.

Résultat fragile que la junte ne pourra retrouver cette année. Un

des gros points noirs d'ailleurs concerne le déficit de la balance des paiements. Or le service de la dette absorbe la plupart des prêts à court terme octroyés. Martinez de Hoz cherche à les transformer en prêts à long terme. En fait, l'endettement s'est aggravé : après avoir reçu 1,2 milliards de dollars en 1976 de divers pays, il a obtenu le 22 avril 77 un crédit de 100 millions de dollars du PMI, puis un autre crédit du même montant de la Banque Mondiale en juin 77 et en septembre dernier un nouveau crédit de 185 millions de dollars du FMI. Une manière de redonner d'une main ce que l'administration Carter avait gardé de l'autre !

En fait, les quelques excédents commerciaux réalisés au 4^e trimestre 77 ont fait long feu. La junte est en train de transformer l'Argentine en un pays exsangue où réapparaît la sous-alimentation chronique qui frappe surtout les enfants, où la protection médicale est devenue un souvenir, où la recherche fondamentale, en biologie par exemple, est démantelée, où le chômage atteint 15 % de la population. Un des aspects principaux de la politique de Martinez de Hoz pour réduire l'inflation est de diminuer le budget : en juillet 76, le gouvernement prévoyait le licenciement de 340 000 fonctionnaires ; au cours du 1^{er} trimestre 77, 11 700 fonctionnaires avaient été licenciés.

Peu après, l'administration d'YPF décidait que son personnel passerait de 48 000 à 35 000 agents ; même processus dans les chemins de fer où le réseau des voies est en train de passer de 40 000 kilomètres à 20 000 kilomètres : les rails sont purement et simplement arrachés. A l'heure actuelle, des entreprises importantes, de 2 000 ouvriers par exemple, ferment fréquemment leurs portes. 97 disciplines universitaires ont été supprimées, surtout celles qui concernent les sciences humaines. Le nombre d'étudiants admis en faculté a diminué d'1/4. Des hôpitaux ont été fermés, la psychiatrie est mise au pilori, les médecins remplacés par des militaires. Alors que les hôpitaux étaient gratuits avant le coup d'Etat, il faut main-

tenant, pour un simple accouchement, l'équivalent de deux mois de salaire. Ainsi une régression sans précédent est en train de se reproduire qui affecte tragiquement les conditions de vie de la classe ouvrière et, de plus en plus la majorité du peuple argentin, tout en hypothéquant l'avenir du pays pour longtemps.

Les seuls contents, les seuls bénéficiaires de tout cela, c'est l'oligarchie terrienne, et particulièrement la partie la plus riche, regroupée dans la «Société Rurale argentine». Car le gouvernement a garanti et stabilisé les prix du blé, accordé des subventions et des exonérations d'impôts.

Des contradictions dans la bourgeoisie argentine

Cette politique ne va pas sans créer des contradictions au sein même de la bourgeoisie argentine. Ainsi l'amiral Massera, qui a fait une tournée à l'étranger pour prendre des contacts avec certains secteurs restreints, le plus réactionnaire du péronisme, essaie de s'appuyer à présent sur un secteur de la bourgeoisie industrielle menacée par l'abandon de tout protectionnisme et sur la CARBAP, la Confédération des Associations rurales de Buenos Aires et de la Pampa, qui avait d'abord accueilli avec espoir le coup d'Etat — la CARBAP a des problèmes de crédit par exemple, pour l'achat de machines agricoles.

La crise à la campagne est en train de mettre en mouvement des secteurs qui avaient accueilli favorablement le coup d'Etat. Alors que la priorité des priorités est le secteur agricole, la Junte nationale des Grains vient de reconnaître que la superficie semée en blé est cette année inférieure de 35 à 50 %. La fédération agraire argentine a déclaré que l'échec «ne peut être attribué seulement à des facteurs climatiques défavorables, mais aussi au refus obstiné des autorités officielles de fixer des prix de soutien et il est facile de voir que beaucoup de producteurs et de coopé-

ratives se voient étranglés par l'endettement.» Les protestations sont encore plus vives après la décision du gouvernement d'importer de grandes quantités de lait en poudre, alors que l'Argentine est traditionnellement un pays d'élevage. Les petits et moyens producteurs de riz parlent de la ruine de leur secteur et l'impôt sur la production fait l'unanimité contre lui. Les taux élevés de crédit, l'accroissement des impôts et l'endettement qui s'en suit ont fini par avoir des conséquences sur le marché des machines agricoles et de grosses entreprises étrangères, comme Massey-Ferguson ou John Deere commencent elles-mêmes à éprouver des difficultés sérieuses.

Parallèlement, la bourgeoisie nationale qui exerce son activité dans les secteurs liés à la consommation intérieure souffre de la situation : alimentation, textile, métallurgie, ont connu des baisses de production importantes. Les petites et moyennes entreprises regroupées dans la CGE (Confédération Générale Économique) commencent à s'opposer à la politique de Martinez de Hoz.

Le retour possible d'un péronisme aménagé

Bien sûr les différents secteurs de la bourgeoisie sont d'accord sur l'essentiel, la répression du mouvement ouvrier. Mais leurs contradictions sont d'autant plus aiguës que, deux ans après la prise du pouvoir, les militaires n'ont pas réussi à stabiliser leur régime. Les grandes grèves ouvrières d'octobre/novembre dernier ont provoqué un sérieux ébranlement et semé des doutes sur la pérennité du pouvoir des militaires.

Qu'on en juge plutôt : à leur arrivée, les militaires parlaient de «reconstruction nationale», d'«ordre nouveau» : il s'agissait de mener la lutte jusqu'à l'extirpation totale de la guérilla et de ce qu'ils appelaient «la guérilla industrielle», c'est à dire les luttes ouvrières. Il s'agissait pour eux de détruire le marxisme, de s'attaquer à l'idéologie : époque des autodafés de la région de

Les principales prisons du pays.



- | | |
|-----------------|-------------------|
| 1 Jujuy | 11 Villa Floresta |
| 2 Villa Urquiza | 12 Sierra Chica |
| 3 Buen Pastor | 13 Plata - Men |
| 4 Cordoba | 14 Villa Devoto |
| 5 Encausados | 15 Rosario |
| 6 Mendoza | 16 Coronda |
| 7 Neuquen | 17 Santa Fe |
| 8 Ushahia | 18 Corrientes |
| 9 Rio Gallegos | 19 Resistencia |
| 10 Rawson | 20 Buen Pastor |

Cordoba ou de Bahia Blanca, époque où les généraux proclamaient : nous tuerons les subversifs, leurs parents, leurs enfants, leurs amis, nous tuerons aussi les tièdes, et tous les indifférents.

Une puissante tradition de lutte

Les objectifs n'ont pas changé. Cette époque-là est toujours présente ; en décembre dernier Videla, reconnaissant l'existence de la répression, disait : «*Rappelez-vous que c'est une répression dans le cadre d'une guerre que nous menons avec acharnement et je répète que toute guerre se solde par un certain nombre de morts, de blessés et de disparus*». Ceci fait appel à la doctrine de la «sécurité nationale» qui assimile tout opposant à l'intérieur du pays à un ennemi. C'est un des principes de base de la dictature brésilienne.

La volonté de réprimer est la même, mais les moyens plus faibles qu'avant les luttes ouvrières de cet automne, qui ont mobilisé

toute la classe ouvrière argentine ; commencées par des revendications de hausse de salaires et pour la libération d'ouvriers emprisonnés, les grèves sont vite devenues une condamnation explicite de la dictature. D'après la loi 21 400, les arrêts de travail sont considérés comme des délits subversifs, passibles de la prison. Malgré cela, malgré les menaces, des milliers de cheminots, travailleurs du métro, des entreprises d'État les plus diverses, de l'électricité, du pétrole, les dockers, ceux des lignes aériennes, des télécommunications, les banques, l'automobile, les usines frigorifiques ont arrêté le travail. Le mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre, paralysant les grandes villes. Le gouvernement propose alors une hausse des salaires de 34 %, puis devant la poursuite de la grève, de 43 % ce qui est dérisoire, compte tenu de l'inflation. C'est un premier recul, mais le gouvernement sera obligé d'accorder un peu plus, alors qu'il avait décidé le blocage des salaires.

Ce mouvement a manifesté l'existence d'une vie syndicale organisée au moins à la base et au niveau local. Les syndicats ont été pour la plupart «intervenus», c'est-à-dire qu'ils sont sous le contrôle d'un fonctionnaire nommé par la Junte, leurs activités suspendues, tout acte électif interdit. Mais il y a mille et une manières de tourner cela : un anniversaire, une fête quelconque à organiser sont prétexte à désigner un responsable qui assume de fait des fonctions de délégué syndical. La victoire obtenue en octobre et novembre a renforcé ce lent travail d'organisation. En plusieurs endroits, l'armée a été envoyée contre les usines en lutte. Mais les ouvriers, en montrant aux soldats leurs feuilles de paye, en leur expliquant les difficultés qu'ils ont à survivre, ont mené des discussions avec eux : soldats et ouvriers ont fini par fraterniser. Alors, les officiers n'ont eu plus d'autres ressources que de regagner leurs casernes au plus vite. Certes, ces exemples ne doivent pas être généralisés, mais témoignent des limites que peut rencontrer la Junte fasciste jusque dans ses arrières.

La commission des 25, qui est constituée de syndicats non «in-

tervenus», parce que la Junte estimait qu'ils étaient suffisamment «sûrs», formée des secteurs les plus réactionnaires et les plus collaborationnistes a été obligée récemment de se faire l'écho des revendications de la base : pour l'augmentation des salaires, et la libération des prisonniers politiques, — notamment des délégués et militants syndicaux.

Après avoir hésité, elle a fini par accepter de se rendre à la conférence de l'Organisation Internationale du Travail à Genève. Ces positions illustrent le rôle que certains voudraient voir jouer à la bureaucratie syndicale péroniste. A l'heure actuelle, derrière le clan Massera, le péronisme essaie de revenir sur la scène.

Un autre front de lutte s'est beaucoup développé au cours des derniers mois : au cœur de Buenos Aires, sur la place de Mai, une centaine de mères et d'épouses de disparus manifestent toutes les semaines pour exiger la libération des prisonniers politiques, des nouvelles des disparus. Qualifié de mouvement de folles par la Junte fasciste, le mouvement s'est amplifié pour le respect des libertés démocratiques, sur le thème : «*Nous sommes toutes des folles de la place de Mai*». Signe de l'avancée politique du mouvement, ses membres s'opposent nettement à la ligne révisionniste qui suggère seulement de porter des pétitions au général Videla pour qu'il intervienne. Le PC continue à affirmer par exemple, que les disparitions et les enlèvements sont le fait de «groupes parapoliciers d'extrême-droite», contre lesquels il demande à Videla d'agir ! Comme si Videla n'était pas lui-même l'extrême-droite, avec cette particularité de représenter la tendance dominante dans les forces armées et d'assurer — pour combien de temps ? — un équilibre entre différentes factions.

Ainsi le climat général de l'Argentine à l'heure de la Coupe du Monde fait apparaître l'isolement croissant de la dictature qui, sous l'effet des mouvements de lutte d'octobre-novembre, voit ses contradictions internes se développer. Certes la situation se caractérise encore par l'offensive de la bourgeoisie, mais dans ce cadre général, elle a reculé.

LE PROJET NATIONAL DE NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Annoncé vers la fin de 1977, le Projet National de Nouvelle République constituait le programme à long terme de la Junte. La «reconstruction nationale», «la régénération de la nation argentine», sont quelques-uns des thèmes prônés par les fascistes qui désignent le marxisme comme l'ennemi fondamental : *«Il y a un danger beaucoup plus grand encore que celui de la Révolution technologique (!). C'est le marxisme, dont la conception du monde matérialiste et athée est en opposition radicale avec la conception du monde occidentale et chrétienne.»* (Document préparatoire du ministère du Plan. Novembre 77).

La référence au système de valeurs occidentales suppose l'élimination de tout opposant ; en août 1976, le général Abdel Vilas déclarait : *«La lutte contre la subversion a été jusqu'ici menée contre les délinquants subversifs, mais pas contre les idéologues qui en sont à l'origine. Les idéologues ont fait plusieurs années d'étude à l'étranger. Quand ils reviennent au pays, ils sèment la discorde dans les universités et s'infiltrant dans tous les milieux. Et si on ne les démasque pas, si on ne désamorce pas cette machine génératrice de délinquants, l'infiltration sera totale.»* Ce genre de discours avait donné lieu à une chasse aux intellectuels, et notamment contre des économistes argentins formés à Grenoble. Un des aspects de la situation argentine est «l'exode des cerveaux», mais aussi des cadres et de plus en plus de ceux qui ont une formation professionnelle d'un certain niveau.

L'an dernier, les militaires songeaient à donner une «solution politique» à la situation vers 1995 ! Le responsable du projet était Diaz Bessone, ministre du Plan. Le 15/7/77, le ministre de l'Intérieur, le général Harguin de Gay déclarait : *«Le pays devra oublier pour longtemps les partis politiques. Il n'y a pas eu, il n'y a pas,*

il n'y aura pas de dialogue avec les partis politiques.» Le 19/8/77, le général Diaz Bessone mettait l'accent sur les rôles que devaient jouer les partis politiques. Le 28 décembre dernier, il démissionnait. En avril de cette année, l'amiral Massera faisait une tournée en Europe pour prendre contact avec certains partis politiques de la droite péroniste. Entre temps, le «Projet national» avait été abandonné sous sa forme primitive.

Divisions au sein des forces armées

Ces déclarations contradictoires montrent les divisions des forces armées, mais surtout l'impuissance de la bourgeoisie argentine à trouver une formule politique garantissant un minimum de stabilité à sa domination. Cette stabilité ne semble plus pouvoir être acquise sans réintroduire les partis politiques dans le projet. Mais ceux-ci entendent que leur présence ne soit pas purement formelle. Le leader radical Ricardo Balbin déclarait à la fin de l'an dernier : *«Le Projet national n'est qu'un amusement, il ne servira à rien.»* Pourtant il représente le secteur radical le plus proche de Videla. La junte fasciste essaie de trouver autre chose : à la fin de l'année, en principe, les 3 généraux qui composent la Junte, un pour chaque arme, doivent se retirer et céder la place à d'autres militaires. D'après leur grade et la hiérarchie de l'armée les postes devraient être occupés par Lambruscini pour la Marine, Capellini pour l'Aviation et de Menendez pour l'Armée de terre. Reste à pourvoir la présidence de la République, fonction cumulée aujourd'hui avec celle de responsable de l'Armée de terre par le général Videla. La bataille était enclenchée depuis quelques mois pour désigner ce 4^e larron, celui qui occupera la présidence de la République. L'ambition secrète de Videla était de s'y porter. Mais ses complices ne l'entendaient pas ainsi. Massera, responsable de la Marine était passé à la contre-offensive. Au cours de plusieurs voyages aux États-Unis, Massera avait déploré les atteintes aux droits de l'homme

dans son pays et déclaré que la Marine n'en était pas responsable. Cependant ce secteur de l'armée s'est tristement illustré dans les opérations de commandos et la torture, avec notamment le centre de torture de l'École Mécanique. En tout cas, Massera refusait de porter seul le chapeau des «abus de la répression», d'une répression dont il avait été partie prenante comme les autres. Mais comme la Marine est minoritaire dans les forces armées, il cherchait à s'appuyer sur certains partis politiques. A l'heure actuelle, la tendance Massera, en s'opposant à la politique économique de Martinez de Hoz paraît liée à un certain secteur de la bourgeoisie industrielle et à la CARBAP. Il cherche à s'appuyer sur une partie du radicalisme et du péronisme de droite. Il faut se rappeler que l'ex-présidente Isabel Peron est détenue dans un camp de la Marine et que la «prisonnière» reçoit régulièrement la visite de Néilda Demares qui assure la liaison entre Isabel et différents courants péronistes à l'exclusion pour l'instant des montoneros. Il faut se rappeler le voyage récent de Massera en Europe et ses contacts avec un obscur «Conseil Supérieur du Péronisme». Enfin, il faut noter que le leader radical Balbin a été récemment arrêté puis relâché. Sur le plan international, Massera souhaiterait une plus grande ouverture vers l'Europe et les pays arabes les plus réactionnaire tels l'Iran et l'Arabie Saoudite, et partant une politique moins nettement dépendante des États-Unis. Ceci explique l'intérêt que portent à ses projets les péronistes et les secteurs économiques malmenés par le plan Martinez de Hoz.

La compétition était donc engagée entre Videla et Massera pour savoir quel clan aurait la présidence de la République. Le 2 mai dernier, on a appris la nomination de Videla : c'est donc le tandem Videla-Martinez de Hoz qui s'accroche à la barre. Il s'agit moins d'un dénouement de la crise que d'une pause opportune au moment du Mundial et dans un contexte d'isolement de la junte. Cependant, rien n'est réglé et notamment le problème des limites et des modalités de l'ouver-



Une puissante tradition de luttes populaires

ture aux partis politiques. Aucun clan ne pourra l'éviter, aucun n'est pressé d'y venir. Tous sont responsables du fascisme sanglant qui s'est abattu.

Car le problème de la junte argentine, c'est que la moindre ouverture politique risque d'être élargie considérablement par la classe ouvrière et le mouvement des masses qui a bien résisté aux coups du fascisme et qui, par ailleurs, a des traditions de lutte révolutionnaire violente organisée. Cyrus Vance a parlé des «risques de déstabilisation de la situation en Argentine» et des dangers que cela ferait courir dans le Cône Sud. Ainsi, l'ouverture aux partis politiques, la tenue d'élections libres, le rétablissement des libertés syndicales donneraient une nouvelle impulsion à la lutte des classes, dans un contexte où le péronisme est usé, où le révisionnisme est faible, et où les tergiversations et les défaites de la petite bourgeoisie radicalisée dans les mouvements de guérilla leur ont fait perdre leur attrait. En somme, une situation pire pour la bourgeoisie que celle qui prévalait avant le coup d'Etat.

L'INFLUENCE DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

Il est clair que l'oligarchie au pouvoir en Argentine est étroitement liée à l'impérialisme américain qui est son principal allié. A cet égard, les déclarations Carter sur les droits de l'homme en Argentine ont pu, politiquement, embarrasser la junte, l'amener à promettre de publier une liste des détenus — ce qu'elle n'a toujours pas fait — Mais elle n'ont pu nullement remettre en cause le caractère privilégié des relations entre les deux pays, ni l'aide économique US, ni le soutien militaire.

Le soutien de l'URSS

Cependant, l'Argentine fasciste de Videla et consorts bénéficie aussi du soutien de l'Union soviétique. La présence social-impérialiste s'exerce par 2 biais différents : au niveau économique d'a-

bord, et de façon assez notable. L'accord de coopération économique, commerciale, scientifique et technique signé le 13 février 1974 avec l'URSS a été ratifié le 11 août dernier. Un incident délibéré, provoqué par la marine, l'arraisonnement et l'arrestation de plusieurs chalutiers soviétiques pêchant dans les eaux territoriales argentines — comme ils le faisaient depuis des années — avaient bien failli empêcher la ratification.

A l'heure actuelle, l'URSS est le premier client de l'Argentine. L'URSS est intéressée surtout aux achats de blé et de viande. Ce soutien commercial, qui s'accorde à merveille avec la politique de «ruralisation» de la junte, est en fait un soutien politique. L'URSS participe aussi à certains grands projets, comme la construction du barrage de Salto Grande, pour lequel elle a fourni des turbines, et du Parana Medio.

Alors que les exportations argentines vers l'URSS (surtout viandes, céréales, vins, fruits) n'atteignaient que 27 millions de dollars en 72, elles sont passées à 300 millions en 1975 et 350 en

1976. L'accord commercial signé prévoit l'achat par l'URSS des excédents agricoles de l'Argentine pendant 10 ans.

Un parti révisionniste étroitement lié à l'URSS

Ce soutien politique de l'URSS s'est exprimé dans différentes instances internationales, notamment par le refus de l'URSS de voir la question des droits de l'homme en Argentine examinée par la commission des droits de l'homme de l'ONU. Le second moyen par lequel l'URSS exerce son influence, c'est le PCA. Le parti révisionniste argentin est totalement lié aux Soviétiques et appuie à fond toutes les initiatives de l'URSS. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, le PCA était relativement fort, bien implanté dans la classe ouvrière, souvent émigrée d'Europe. A partir de 1945, il fait alliance, au sein de l'Union démocratique, avec les forces les plus à droite du pays, et l'ambassadeur américain Braden, contre la montée au pouvoir de Peron. Se leurrant sur la nature exacte du péronisme, il l'assimile à l'hitlérisme, dénonce le «nazi-fascisme» de Peron, à un moment où celui-ci comprenant qu'il valait mieux «lâcher 30 % maintenant pour ne pas tout perdre ensuite», augmente les salaires, autorise les libertés syndicales, nationalise les entreprises étrangères. Le 25 août 1944, Peron déclarait par exemple : *«L'un des objectifs, fondamental et immédiat est d'éviter le cataclysme social qui se prépare. La fin de la guerre accentuera ce problème d'une façon extraordinaire... Les masses ouvrières inorganisées sont dangereuses... Le remède est de supprimer la cause de l'agitation : l'injustice sociale. Il est nécessaire de donner aux ouvriers ce qu'ils méritent par leur travail et ce dont ils ont besoin pour vivre dignement... On a dit, messieurs, que j'étais un ennemi des capitalistes; mais si vous examinez avec attention ce que je viens de dire, vous ne leur trouverez pas de défenseur plus décidé que moi».*

Si le PC avait raison de ne pas s'aligner sur le populisme de Pe-

ron, il avait tort d'appuyer plus réactionnaire que lui, l'opposition dirigée par l'ambassadeur américain d'alors, M^r Braden. Le choix n'était pas entre Braden et Peron, mais le PC ne sut pas formuler une politique indépendante.

A partir de là, le PC perd toute influence sur la classe ouvrière argentine. L'alliance avec les forces les plus réactionnaires du pays telle est sa politique jusqu'en 1972-73, date à laquelle il s'allie avec les secteurs les plus corrompus, les plus collabos de la bureaucratie syndicale péroniste. Au moment de la chute d'Isabel Peron, il préconise la constitution d'un gouvernement civico-militaire, et considère que la tâche essentielle en Argentine est de barrer la route au fascisme, donc de soutenir les modérés dont Videla est à ses yeux le porte-parole. Il représentait environ 2 % de l'électorat avant le coup d'Etat, et si son poids sur la scène politique est très faible, son influence dans les masses l'est plus encore. Il recrute surtout dans la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle. Le PCA est l'un des rares partis à ne pas avoir été inquiété par la junte.

Le PCA justifie sa ligne par l'existence de deux tendances modérées au sein des forces armées : faucons et colombes. Voici ce qu'en disait, en novembre 77, Athos Fava, membre du Bureau Politique du PCA : *«A cette époque»* (au moment du coup d'Etat) *«les forces armées étaient divisées en 2 grands courants : modérés et pinochétistes (cette division demeure aujourd'hui). Les partisans de la ligne modérée dirigée par le général Jorge Mafael Videla l'ont emporté...».* Le même responsable continuait : *«Nous déclarons que le danger principal qui menace notre peuple est le pinochétisme, encouragé par la réaction, l'impérialisme et la CIA... Le Parti communiste apprécie l'activité des partis politiques et des autres forces démocratiques et patriotiques, y compris l'Eglise, qui soutiennent d'une manière ou d'une autre les milieux dirigés par le général Videla, leurs actions positives, en particulier celles qui tendent à isoler les pinochétistes et à remporter la victoire dans la bataille pour la dé-*

mocratie. Il s'agit des péronistes, des radicaux, des «intransigeants», des socialistes, des démocrates-chrétiens, des représentants d'autres courants. Ils constituent à eux tous plus de 90 % des forces politiques du pays. A l'opposé, l'on trouve les forces de droite, d'extrême-droite, et les gauchistes».

Même qualificatif, «gauchistes», donné par le PCA aux militants syndicalistes argentins qui ont refusé de siéger à l'OIT, Organisation Internationale du Travail, pour dénoncer la violation des droits syndicaux par la junte.

Il faut en finir une fois pour toutes avec cette légende de Videla modéré, opposé aux durs de l'armée, propagée par le PCA et reprise en France par le PC.

Avec 10 000 assassinats politiques en 2 ans, 10 000 emprisonnés, et 15 000 disparus, détenus dans des camps de concentration, et sauvagement torturés, peut-on encore parler de la «modération» de Videla ? Faut-il rappeler l'étrange division du travail résumée par le futur successeur de Videla : le général Menendez, «le boucher de Cordoba» : «Pendant que Videla gouverne, moi, je tue». Faut-il rappeler que le même Videla déclarait à Montevideo en octobre 1975 : *«Nous tuons tous ceux qu'il faudra pour rétablir la paix en Argentine ?».* La junte fasciste qui sévit en Argentine est collectivement responsable de la torture, de l'assassinat politique, de l'emprisonnement qui sont devenus les méthodes d'un gouvernement qui ne connaît d'autre langage que la terreur. Cela n'exclut pas les divergences entre factions, mais ces divergences n'altèrent pas l'accord sur l'essentiel : la répression sauvage de la classe ouvrière et des masses, l'établissement du règne de la barbarie. Que dans la lutte de clans que se mènent les généraux, impuissants à stabiliser leur régime, qu'ils cherchent à capter le soutien de telle ou telle formation politique, catégorie sociale ou qu'ils s'opposent à la politique économique de Martinez de Hoz, cela ne change rien à l'essentiel. Toute analyse de la situation au sein des forces armées argentines qui se fonderait sur une

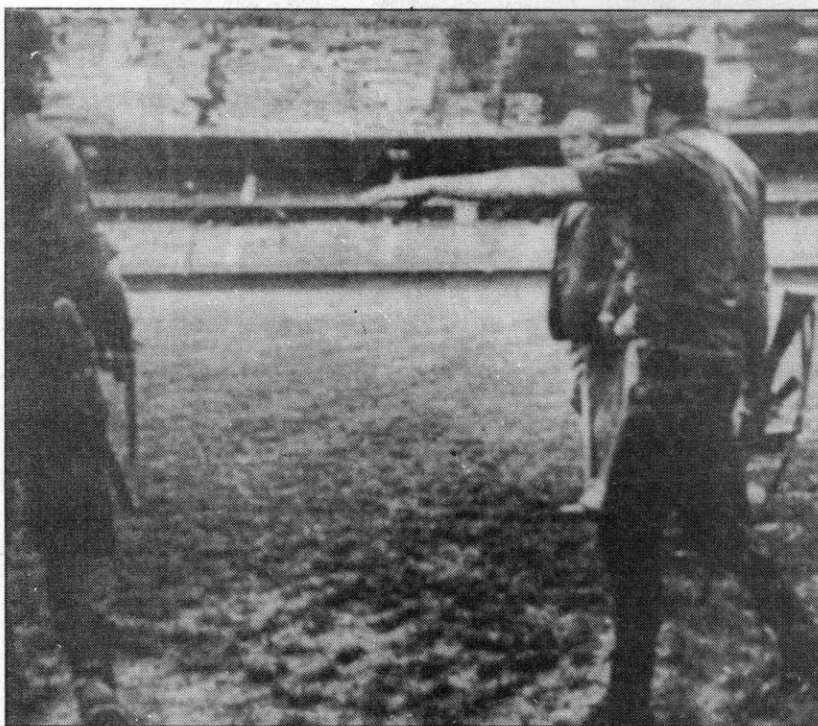
Argentine

division entre modérés et ultras serait inopérante. Faut-il rappeler aussi que le même Massera qui hier encore faisait figure d'extrémiste, de tortionnaire, propose aujourd'hui le dialogue aux partis, en son nom propre ou en celui de la junte ? Les forces armées argentines ont un système de fonctionnement qui les apparente à un parti politique, même si leur fonction essentielle est globalement de servir les intérêts de la bourgeoisie. Dans ce parti, il y a des tendances, mais les hommes nommés à la tête de la junte sont le résultat d'un compromis dans l'ensemble de l'armée. Par une sorte de système quasi électif, les charges du haut état-major sont renouvelées chaque année et permettent donc un arbitrage et un dosage entre les clans. Il ne s'agit pas de minimiser les contradictions au sein des forces armées, mais de voir qu'elles ne peuvent servir à caractériser la situation politique.

Le troisième biais par lequel l'URSS tente d'exercer son influence, c'est précisément les forces armées. La fraction la plus ouvertement pro-soviétique est représentée par le général Lanusse, soutenu par une petite partie de la bourgeoisie industrielle, et dont le ministre de l'économie Gelbard avait été l'artisan de l'ouverture vers Cuba et vers l'URSS. Mais Gelbard est mort, Lanusse a peu d'appuis dans l'armée, son coup d'Etat de mai 77 a échoué et lui-même a passé quelque 40 jours en prison. En fait, aujourd'hui, Videla est plus proche de l'URSS que d'autres secteurs de l'armée, notamment Massera. Il a fait des efforts pour améliorer la coopération avec l'URSS, pour ne pas porter de coups au PCA et joue de son soutien politique face à ses rivaux dans l'armée. L'armée argentine, par ses contradictions internes et la difficulté qu'elle a à trouver son unité constitue un des instruments par lesquels le social-impérialisme espère renforcer son influence en Argentine.

Le canal de Beagle

Mais l'aiguinement du conflit entre l'Argentine et le Chili au sujet du Canal de Beagle fournit l'occasion à l'URSS de se montrer



L'entraîneur de l'équipe allemande de football se fait expulser du stade Mar del Plata.

plus pressante. A l'origine de l'affaire on trouve d'abord la situation héritée de la domination espagnole et consacrée en gros par le traité sur les frontières de 1881 et le protocole additionnel de 1893. Ces accords entre les deux pays ont affirmé le principe «l'Atlantique à l'Argentine, le Pacifique au Chili». A plusieurs reprises, et notamment en 1958 des conflits ont éclaté. En 1960, un accord jamais ratifié par les parlements des 2 pays prévoyait la division du Canal de Beagle, la souveraineté chilienne sur l'île Lennox, et argentine sur les Becasses, tandis que la possession des îles Nueva et Picton était soumise à l'arbitrage de la Cour internationale de la Haye. En 1971, Allende et Lanusse décidaient de recourir à l'arbitrage de la Grande-Bretagne qui possède toujours les îles Malvinas revendiquées par l'Argentine. L'arbitrage britannique rendu le 5 mai 77, statue sur des zones qui n'étaient pas en litige : il octroie au Chili non seulement les îlots contestés mais encore toutes les îles comprises entre la «zone du marteau» et le Cap Horn ainsi que le passage Drake qui assure

la communication entre les 2 océans, et les 200 milles marins correspondants.

Les querelles territoriales pourraient sembler secondaires si l'Union soviétique n'attisait le feu, présentant partout Pinochet comme le responsable d'une agression orchestrée par les Etats-Unis — qui sont surtout soucieux, pour l'instant, de la stabilité dans la région —, et faisant des propositions d'aide militaire aux secteurs les plus bellicistes de l'armée argentine : en fait, l'URSS ne souhaite rien plus que d'éviter une solution pacifique dans la région, pour pouvoir «pêcher en eaux troubles». D'autre part, la zone en litige commande la route du Cap Horn, d'autant plus importante stratégiquement parlant que le Canal de Panama est vulnérable. Elle commande en partie la possession de l'Antarctique et de ses immenses richesses. Toute la région de la Terre de Feu est un objet de convoitise pour les deux super-puissances et particulièrement pour l'URSS qui essaie de prendre pied dans la région. ■